COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 20 novembre 2026

Semaine de l'industrie : le logement, angle mort de la réindustrialisation

76 % des Français estiment que la crise du logement freine la recherche d'emploi. in'li appelle à intégrer le logement des salariés dès l'implantation des projets industriels.

Alors que se tient la Semaine de l'industrie (16-22 novembre) et que le solde net d'ouvertures et de fermetures de sites industriels n'est plus que de +19 en 2025, contre +88 en 2024, le logement des salariés reste un angle mort de la réindustrialisation. Selon une étude OpinionWay pour in'li, 1 Français sur 5 a déjà refusé un emploi faute de solution de logement. Filiale d'Action Logement spécialisée dans le logement à prix maîtrisé, in'li propose trois leviers pour anticiper cet enjeu dès l'instruction des projets industriels, et poursuit ses opérations à Saint-Nazaire, Toulouse et dans le bassin de Berre.

Réindustrialiser, c'est aussi loger ceux qui font tourner les usines

« *La redynamisation industrielle vise à retrouver une part de notre souveraineté et à recréer des emplois qualifiés, pérennes et ancrés dans les territoires. Pour accueillir une activité industrielle, on pense spontanément au foncier disponible, à l'accès à l'énergie, aux infrastructures de transport ou à l'écosystème local. On parle beaucoup moins de la capacité d'un territoire à attirer et à loger les salariés, dans la durée*. » note **Éric Balci, Directeur général d'in'li.**

Les besoins sont pourtant considérables. En 2026, près de 211 000 recrutements sont envisagés dans l'industrie, dont près d'un sur deux jugé difficile (France Travail). Fin 2025, près de 61 000 emplois industriels restaient non pourvus (DARES).

Le logement pèse directement sur ces recrutements : selon une étude OpinionWay pour in'li, 76 % des Français estiment que la crise du logement freine la recherche d'emploi, et 1 sur 5 a déjà refusé un poste faute de solution de logement. La tension est d'autant plus forte dans les territoires qui accueillent de nouveaux projets industriels, appelés à absorber en quelques années plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de salariés.

L'État a identifié le sujet. La feuille de route nationale pour l'attractivité et l'emploi dans l'industrie, présentée en avril 2026 (600 000 recrutements durables visés en 2026), prévoit de lever les freins à l'emploi liés au logement et de mobiliser les offres de logement des partenaires. Reste à passer de l'intention à la méthode.

Le point de blocage : les revenus intermédiaires

Techniciens, agents de maîtrise, personnels qualifiés de production, ingénieurs, jeunes cadres : ceux dont l'industrie a besoin sont aussi ceux que le système laisse en marge. Leurs revenus sont trop élevés pour accéder au logement social, et souvent insuffisants pour se loger près des grands bassins d'emploi au prix du marché libre.

« *C'est précisément là que le logement à prix maîtrisé joue un rôle : proposer des loyers inférieurs au marché, à proximité des bassins d'emploi, pour permettre aux salariés de vivre là où ils travaillent* », **indique Éric Balci.**

In'li développe précisément ce type d'offre dans les zones tendues, au plus près des entreprises et des transports. Ses logements sont proposés à des loyers inférieurs de 10 à 15 % à ceux du marché, et 94 % de ses nouveaux clients sont des salariés.

Trois leviers pour anticiper le logement en même temps que l'usine

Pour in'li, le logement doit être traité comme le foncier, l'énergie ou les transports : une infrastructure essentielle, à anticiper dès qu'un territoire accueille un projet industriel, et non après l'arrivée des premiers salariés. Cela suppose :

- d'intégrer un volet logement à l'instruction des grands projets d'implantation ou d'extension ;
- de réunir très en amont industriels, collectivités et opérateurs de logement ;
- d'inscrire l'offre de logement à prix maîtrisé dans les documents de planification des territoires industriels.

Cette approche se traduit déjà dans les opérations du groupe, au plus près des grands bassins industriels :

- Saint-Nazaire : plus de 250 logements à prix maîtrisé, pour accompagner notamment les Chantiers de l'Atlantique et Airbus, dans un territoire qui anticipe plus de 10 000 recrutements industriels d'ici cinq ans ;
- Métropole toulousaine : des résidences pour la filière aéronautique, à l'image d'Airbus qui va notamment y ouvrir une nouvelle usine ;
- Bassin de Berre et Marseille : près de 500 logements d'ici 2028, notamment pour Airbus Helicopters et Carbon Solar.

« *Réindustrialiser, ce n'est pas seulement construire des usines et créer des emplois. C'est donner à celles et ceux qui y travaillent les moyens de vivre à proximité et de s'y épanouir. Lorsque nous parlons d'industrie, nous parlerons des usines, des machines et des métiers. N'oublions pas une question essentielle : où habiteront celles et ceux qui les feront tourner ?* », **conclut Éric Balci.**

À propos du Groupe in'li

Le Groupe in'li, filiale du groupe Action Logement, est leader du logement à prix maitrisé, avec plus de 80 000 logements gérés et répartis sur toute la France. La raison d'être d'in'li est de loger les salariés et les jeunes actifs dans des logements à prix maîtrisé, de qualité et durables. Des logements innovants, gérés de manière professionnelle, et répondant aux besoins des entreprises et des territoires au plus près des bassins d'emplois.

Plus d'informations sur : inli.com
Twitter : inli_officiel https://twitter.com/inli_officiel
LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/in-li/

Contact presse :
Galivel & Associés
galivel@galivel.com/ Marie-Caroline Cardi – Valentin Eynac - 01 41 05 02 02 / 06 60 59 62 02

À propos d'Action Logement

Depuis plus de 70 ans, la vocation d'Action Logement, acteur de référence du logement social et intermédiaire en France, est de faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi. Action Logement gère paritairement la Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) en faveur du logement des salariés, de la performance des entreprises et de l'attractivité des territoires. Grâce à son implantation territoriale, au plus près des entreprises et de leurs salariés, ses 20 000 collaborateurs mènent, sur le terrain, deux missions principales. Construire, réhabiliter et financer des logements sociaux et intermédiaires, prioritairement dans les zones tendues, en contribuant aux enjeux d'éco-habitat, d'économies d'énergie et de décarbonation, de renouvellement urbain et de mixité sociale. Le groupe Action Logement compte 43 filiales dédiées au logement social, 1 filiale de logement intermédiaire et un patrimoine de plus d'un million de logements.

Sa deuxième mission est d'accompagner les salariés dans leur mobilité résidentielle en lien avec l'emploi. Le Groupe s'attache particulièrement à proposer des aides et des services qui facilitent l'accès au logement, et donc à l'emploi, des bénéficiaires, qu'ils soient jeunes actifs, salariés en mobilité ou en difficulté.

En savoir plus sur le Groupe : groupe.actionlogement.fr
Nous suivre : X @actionlogement - LinkedIn actionlogement - YouTube @actionlogement